



Appel contre la faim et la pauvreté. Les politiques doivent tenir parole !

Chers membres du Conseil national et du Conseil des Etats

Le succès des années de travail de pionnier de la Suisse dans la lutte contre la faim et la pauvreté est en danger : le Conseil fédéral entend opérer des coupes claires dans la coopération bilatérale au développement. Pourtant, notre gouvernement a promis à plusieurs reprises d'allouer 0,7% du revenu national brut au développement. Il est inacceptable qu'un pays riche comme le nôtre économise dans le combat à long terme contre la pauvreté, alors que des gens sont obligés tous les jours de quitter leur pays, faute de perspective. La Suisse ne doit pas être présente seulement dans les situations d'urgence. Notre tradition humanitaire exige aussi que nous nous engageons dans la construction de sociétés justes et de l'Etat de droit, et que nous soutenions les efforts internationaux pour une vie dans la sécurité, la liberté et la dignité. Au lieu d'épargner au mauvais endroit, la Suisse doit aider à atteindre les objectifs de l'ONU pour le développement durable, auxquels le Conseil fédérale souscrit en automne 2015.

Le secteur OETN-Migration des Eglises réformées Berne-Jura-Soleure soutient cet appel d'Alliance Sud, lancé par actuellement plus de 30 oeuvres d'entraide (parmi lesquelles PPP et l'EPER) et ONG (organisations non-gouvernementales).

Nous vous incitons à signer ce court texte. Les signatures recueillies seront remises au Conseil national qui va débattre, durant la session d'été, de nouvelles coupes budgétaires dans la coopération au développement.

Ici vous pouvez signer : <http://www.appel-pauvrete.ch/>